

La lettre de Bernard Roman

Député de la 1^{ère} circonscription du Nord

N°28 - SEPTEMBRE 2010



L'ACTUALITÉ N'A PAS PRIS DE VACANCES. Alors que les députés engagent le débat sur la réforme des retraites, il est clair que la rentrée s'annonce difficile pour beaucoup de Français : révision à la baisse de la croissance, persistance d'un chômage de masse, déficits et endettement sans précédent qui vont imposer des hausses d'impôts, c'est bien la rigueur qui sera au programme !

Le thème de la sécurité pour masquer l'échec et les affaires.

Dans ce contexte, l'offensive grossière de la majorité pour dissiper les nuages de l'affaire Woerth-Bettencourt en ramenant une nouvelle fois le débat sur la sécurité est plus qu'un stratagème : c'est une erreur.

Faut-il que Nicolas Sarkozy et sa majorité soient aux abois pour prendre un tel risque politique en légitimant les thèses du Front national, par calcul, après la défaite des régionales, par opportunisme, dans la perspective d'une nouvelle candidature du chef de l'État en 2012, et par lâcheté, afin d'occulter un calamiteux bilan qui ne résout aucun des problèmes de la France et aggrave les difficultés d'une grande partie de la population.

L'arrogance et l'incompétence se conjuguent depuis trois ans dans les plus hautes sphères du pouvoir. Il faut désormais y ajouter l'intolérance, une intolérance d'État qui bafoue les valeurs fondatrices de notre République.

Depuis 2007, l'échec de Sarkozy est flagrant.

Depuis trois ans, Nicolas Sarkozy a échoué : la situation de l'économie ne cesse de se dégrader et l'exécutif continue à gouverner au profit des seules catégories les plus favorisées de notre pays.

La meilleure illustration est apportée par le projet de loi sur les retraites.

Ce projet est inacceptable. Non pas qu'il soit illégitime de s'interroger sur le financement de notre système de retraites, mis à mal à la fois par le déficit des comptes sociaux et par les évolutions démographiques. Mais ce qui est insupportable, c'est que la réforme que le gouvernement veut imposer constitue une réelle régression sociale.

La réforme des retraites sera financée par les plus modestes.

Le défaut majeur de ce projet est de n'agir que sur un levier, l'âge légal, en négligeant les autres options. Sur les 40 milliards nécessaires pour équilibrer le régime des retraites, seuls 1,7 milliards d'euros sont demandés aux revenus du capital et du patrimoine, 2 milliards aux entreprises, rien aux banques et aux établissements financiers. La réforme sera donc presque exclusivement financée par les salariés et les retraités. C'est inacceptable.

Les socialistes proposeront au cours des débats parlementaires la mise à contribution des revenus du capital, l'augmentation modérée et étalée dans le temps des cotisations patronales et salariales, et une surtaxe sur les banques pour pérenniser le Fonds de réserve des retraites.

La lettre de Bernard Roman

Député de la 1^{ère} circonscription du Nord

Les premières victimes seront les femmes, les salariés modestes et les jeunes.

De plus, le recul à 62 ans de l'âge légal d'ouverture des droits à la retraite aura pour effet de pénaliser les salariés ayant commencé tôt d'autant plus que les conditions de prise en compte de la pénibilité sont réduites au constat d'une invalidité.

Les femmes, aux carrières souvent incomplètes, les salariés les plus précaires et les jeunes, dont l'entrée dans la vie professionnelle est de plus en plus tardive sont donc les premières victimes de cette réforme dont les plus aisés sont épargnés.

Il faudra attendre 67 ans pour une retraite à taux plein.

Pire, ces catégories de population seront lourdement frappées par le report à 67 ans de l'âge de la retraite à taux plein, mesure extrêmement pénalisante compte tenu du faible taux d'emploi des seniors en France.

Au Parti socialiste nous souhaitons, pour augmenter le taux d'activité des seniors, la mise en place d'un accompagnement de ces salariés et d'un bonus-malus pour les entreprises. Sans initiatives en ce sens, la baisse du montant des pensions sera une conséquence inéluctable de la réforme Sarkozy-Woerth.

Croissance : la France est la dernière de la classe en Europe.

Au-delà de la réforme des retraites, la politique sociale est la grande absente de l'action de ce gouvernement, dont la seule ligne de force de la politique économique est de servir sa clientèle quitte à creuser les déficits, à compromettre la croissance et à sacrifier l'emploi.

À cet égard, la ministre de l'économie s'est très exagérément réjouie du chiffre de la croissance française, 0,6 % au deuxième trimestre, qu'elle a qualifié avec son enthousiasme habituel de « magnifique ».

« Magnifique » ? La comparaison est pourtant peu flatteuse avec l'Allemagne par exemple, qui sur la même période a connu une croissance de 2,2 %, et avec la moyenne des 16 pays de la zone euro, qui ont enregistré une croissance de 1,1 %.

Malgré les manipulations, le chômage ne cesse d'augmenter.

En réalité, le résultat de 0,6 % de la France s'explique par la reconstitution des stocks des entreprises, qui misent sur la consommation des ménages. Et Bercy a été obligé d'annoncer au cours de l'été une révision à la baisse des perspectives de croissance pour 2011.

La France compte aujourd'hui 2,6 millions de chômeurs, soit 600 000 de plus qu'au moment de l'élection de Nicolas Sarkozy, et les experts estiment que nous restons dans un chômage de masse qui ne se résorbera pas tant que la croissance n'atteindra pas 3 à 4 %, ce dont nous sommes loin.

La France ne crée plus d'emplois durables.

De la même manière, le gouvernement s'est félicité, de manière scandaleuse, de la légère décroissance du chômage en juillet. Cette statistique n'intègre que les chômeurs de catégorie A, sans aucune activité mais exclut tous les chômeurs à temps partiel. Autre artifice comptable, il faut savoir que les entrées en stages ont augmenté de 17 % en juillet et les dispenses de recherche d'emploi de 24 %.

Notre pays ne crée pas d'emploi durable, seul l'emploi intérimaire, le plus précaire, a augmenté de près de 25 % en un an, tandis que les destructions d'emplois industriels se poursuivent. Enfin, la rigueur annoncée pèsera mécaniquement sur le marché du travail.

La rigueur touchera tous les Français sauf les riches.

Nicolas Sarkozy a confirmé le 20 août dernier, au moment où une agence de notation rappelle à la France la nécessité de résorber ses déficits, **que la rigueur serait au menu de la rentrée. Mais pas pour tout le monde.** Les 10 milliards d'économies annoncées sur les niches fiscales sont un leurre puisque **Nicolas Sarkozy ne remet en cause ni la baisse de la TVA dans la restauration (qui coûte 2,5 milliards d'euros) ni le bouclier fiscal.**

Le gel des salaires des fonctionnaires s'étendra à tous les salariés.

Ce président qui jurait ne pas avoir été élu pour augmenter les impôts précise aujourd'hui la portée de son engagement : **il n'augmente pas l'impôt des plus riches.** L'effort de rigueur épargnera les plus nantis, toujours **protégés par leur bouclier fiscal**, et pèsera sur tous les autres Français, qui seront appelés à **une véritable cure d'austérité : gel des salaires** des fonctionnaires dès 2011, **baisse des crédits aux collectivités territoriales, démantèlement** des politiques sociales, notamment **des aides au logement**, et bien sûr **réforme des retraites.**

Le gouvernement préfère ne pas s'attarder sur ces réalités économiques et sociales sombres. C'est un aveu d'échec de sa part.

La droite fait peser le soupçon sur les Français d'origine étrangère...

Cet échec explique l'instrumentalisation du thème de la sécurité durant tout l'été 2010, au prix d'excès qui montrent que cette majorité, non contente d'oser établir un lien entre immigration et délinquance, fait peser le soupçon même sur les familles modestes. **En France aujourd'hui, il vaut mieux n'être ni d'origine étrangère, ni d'origine modeste face à un pouvoir qui se trompe sur le sens des mesures qu'il propose.**

... et menace les familles modestes.

Vouloir supprimer les allocations familiales en cas d'absentéisme d'un enfant est une mesure **inefficace, déplacée, pénalisante** pour l'ensemble de la fratrie, mais dont les parlementaires UMP ont voté le principe en première lecture d'une proposition de loi.

Les déclarations du président sont odieuses...

Cette droite si prompt à **faire peser le soupçon et les menaces sur les familles modestes** ne comprend même pas ce que **son mépris a de choquant**, ni en quoi il est révélateur **d'une arrogance** que les Français ne supportent plus, alors qu'un certain nombre de ministres ont fait preuve d'une légèreté regrettable dans leurs pratiques, que deux d'entre eux ont été **contraints à la démission**, et que le ministre du travail est chaque jour davantage confronté à des **manquements éthiques** dont il nie la gravité.

Ces gesticulations sécuritaires sont dictées par des considérations de communication. Ce cynisme confirme que **le sarkozysme est bien un système dans lequel la fin justifie les moyens.**

Le pouvoir se délite et les coups de menton sécuritaires n'y changeront rien. Ils pourraient même avoir l'effet inverse de celui qui est escompté.

Depuis son discours de Grenoble, **Nicolas Sarkozy a officiellement établi un lien entre immigration et insécurité, amalgame que seul le Front national avait jusqu'ici osé.** Il a décliné des propositions plus infâmes les unes que les autres, comme la déchéance de nationalité et l'expulsion des Roms.

● ● ● Suite page 4

Vous souhaitez
vous informer sur l'actualité,
rendez-vous sur :



www.bernard-roman.net

Ces déclarations sont inacceptables ; dans la bouche d'un président de la République, elles sont odieuses. Elles lui sont dictées par un positionnement électoraliste en vue de sa candidature en 2012 et même si certaines mesures, notamment la déchéance de nationalité, sont juridiquement inapplicables, il n'en reste pas moins que Nicolas Sarkozy assume et revendique des positions qui sont **une honte pour notre pays, patrie des droits de l'homme.**

... et font honte à la France.

Cette honte qui rejaillit sur nous au-delà de nos frontières puisque la presse étrangère s'indigne et qu'un **certain nombre d'institutions internationales** chargées des droits de l'Homme nous **rappellent à l'ordre**, notamment le comité de l'ONU pour l'élimination des discriminations, le Conseil de l'Europe, la Commission européenne et même les représentants des cultes.

Les protestations s'amplifient, gagnant même le camp de la majorité, ce qui déstabilise un peu plus ce pouvoir usé.

Sur la justice, sur les libertés, sur la laïcité, Nicolas Sarkozy était coutumier des dérapages, des approximations, des provocations.

Le président ne respecte plus les valeurs de la République.

Désormais, il a dépassé les limites et nous sommes en droit de considérer que **la France est aujourd'hui dirigée par un président qui ne respecte pas les valeurs de la République et les principes d'un État de droit.** Dans cette ambiance de fin de règne, les deux dernières années du mandat présidentiel risquent d'être bien pires encore que les trois précédentes.

« Plus que jamais, les socialistes doivent se battre sur les valeurs, à l'Assemblée nationale et dans tout le pays, pour qu'en 2012 la France renoue avec les principes de solidarité, de justice et de respect de l'État de droit. »

Fidèlement à vous

Bernard ROMAN
Député du Nord

La lettre de Bernard Roman

Député de la 1^{ère} circonscription du Nord

Permanence Parlementaire

165, rue d'Arras - 59000 LILLE

Tél. 03 20 52 09 20 / Fax 03 28 54 01 37

Assemblée Nationale

126, rue de l'Université - 75007 Paris

Tél. 01 40 63 68 43 / Fax 01 40 63 56 63

Blog : www.bernard-roman.net

Mail : contact@bernard-roman.org

Vous souhaitez

vous informer sur l'actualité,

rendez-vous sur :



www.bernard-roman.net